



La Commune



Le non, « pour sauver notre modèle social »

« pour sauver notre modèle social » | Editorial

Désigné chef de file des partisans du oui pour la droite, Raffarin fait son travail, en anglais s'il vous plaît. Pendant ce temps, Chirac a fait un crochet par Bruxelles avant de se rendre à Tokyo. Il a obtenu du Conseil européen la "remise à plat" de la tant controversée directive Bolkestein. Traduction, il a dit à Barroso et consorts : " *Faites-vous oublier jusqu'au 29 mai. Après le référendum, si le oui l'emporte, nous ferons ce que nous voulons* . "

Chirac, Hollande et tous les partisans du oui ont de quoi paniquer : malgré ces manoeuvres misérables, le dernier sondage Ipsos des 25 et 26 mars confirme les précédents : 54 % pour le non. Dans l'électorat de gauche, il obtient désormais 58 % (33 % dans celui de droite). En une semaine, le *non* a progressé de 8 points chez les électeurs socialistes. Les tenants du non sont devenus majoritaires parmi les sympathisants et militants du PS, avec 53 %. Le référendum interne au PS, le 1er décembre dernier, avait donné 59 % pour le *oui* !

Pierre Giacometti, directeur général de l'institut Ipsos, analyse ces résultats ainsi : " *Le coeur du socle sociologique de la gauche est touché. Les ouvriers votent non à 76 %, les salariés du public à 58 %, les bas salaires à 71 %* ". Et il ajoute : " Ce sont toutes ces catégories qui avaient fait défaut à Jospin en 2002 ". Et pour cause ...

Sommé par Hollande de s'impliquer, Chirac appelle depuis Tokyo les Français à voter oui afin, dit-il, " *d'enraciner la paix en Europe et sauvegarder notre modèle social* ".

Il y a là à la fois chantage (si le non gagne, fini notre " modèle social ") et forfaiture : c'est bien plutôt si la Constitution est adoptée qu'on peut craindre pour notre " modèle social ", autrement dit, ce qu'il reste encore d'acquis, de protection sociale, de retraites et de services publics dans ce pays.

D'ailleurs, ce que Chirac se garde bien d'indiquer, c'est que l'adoption de cette Constitution faite sur mesure pour le patronat européen serait une force contraignante pour les autres Constitutions et lois nationales. Citons seulement l'article I-6 du projet : " *La Constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union, dans l'exercice des compétences qui sont attribuées à celle-ci, priment [souligné par nous] le droit des États membres* ".

S'appliquerait alors la force supérieure des normes de l'Union Européenne sur toutes les autres normes, nationales ou internationales.

Le seul point sur lequel Chirac a dit vrai, c'est lorsqu'il a rappelé que l'enjeu du référendum " *engagera très profondément pour les décennies à venir la France et les Français* ".

C'est le moins qu'on puisse dire : " *Le présent traité est conclu pour une durée illimitée* " (article IV-446). On objectera qu'il peut y avoir révision constitutionnelle. Certes, mais pour changer ne serait-ce qu'une virgule, il faut d'abord l'unanimité des gouvernements sur le projet de révision, puis celle des peuples (par le biais des Parlements ou de référendums) pour ratifier la modification. Le tout dans 25 États ... Cette procédure de double unanimité est une garantie de blocage pour des siècles.

Le fond de cette Constitution, dont la directive Bolkestein est l'enfant légitime, c'est la régression sociale, le retour brutal aux heures sombres du XIXe siècle.

La forme, c'est l'absence de démocratie combinée à des relents de tyrannie.

On est loin de l'article 28 de la *Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen* de 1793 : " *Un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures* ".

C'est bien pourquoi le peuple dira non, résolument, le 29 mai prochain.

Modifié le samedi 18 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Qui attend, et quoi ?

Macron est donc chef d'État depuis huit mois. Il se targue encore de lancer le pays dans la « destruction créatrice ». Au besoin, il provoque et il s'exhibe. Puis, il reçoit un parterre où... >>

L'espoir

Depuis deux mois, le peuple catalan secoue le joug de l'oppression et cherche les voies et les moyens de donner corps à sa propre république. En France, tous les partis (jusqu'au ...FN) ne... >>

« Lui » ou nous !

Ce 12 septembre, les manifestations ont pris une tournure qui aura sans doute échappé aux organisateurs. Des centaines de milliers de manifestants unis par la volonté d'abroger la loi El Khomri... >>

« Groupons nous, et demain... »

Le Régime de la Ve république est ainsi fait qu'avec une poignée de voix, une clique peut prendre le pouvoir. 15% des électeurs inscrits suffisent. Avec ce « score », une Assemblée nationale... >>

Re-décomposition et lutte de classes

L'élection de Macron relève d'un coup de force sans force. Il est la dernière créature produite par un régime en perdition dont tous les traits antidémocratiques sont devenus visibles à... >>

Le fond de l'air

À quelques jours du premier tour de « l'élection suprême » (Dupont-Aignan dixit), c'est l'incertitude totale. Les cercles dirigeants du capital sont eux-mêmes désorientés. Toutes leurs... >>
